



## Communiqué de Presse

### Sur la votation du 21 mai 2017 (stratégie énergétique 2050)

Sebasol est connu comme acteur pour l'autonomie énergétique dans l'habitat, indépendant de tout financement public ou privé, parti politique, organisations nationales ou transnationales. Depuis 20 ans, Sebasol met à disposition des solutions de plus en plus complètes, qui résolvent dans ce domaine à la fois la question écologique et celle de la souveraineté populaire. Nous avons sur les énergies renouvelables un point de vue qui dépasse le paradigme actuel.

Nos membres et sympathisants sont impliqués de longue date et n'ont pas besoin de consigne de vote. Beaucoup ont fait leur part pour sensibiliser et prier leurs connaissances de faire leur devoir citoyen. Notre rôle est ici plus fondamental, d'où la date d'émission de ce communiqué.

A l'occasion de la votation fédérale du 21 mai 2017, pour la compréhension des enjeux et l'histoire, nous produisons ci-dessous une liste des raisons pour le «oui» ou le «non» dans cette perspective plus large. Il apparaît qu'il vaut mieux voter oui, mais que cela de loin ne va pas signifier la fin des problèmes fondamentaux auxquels sont confrontées les sociétés humaines, la Suisse compris.

En effet, au vu des forces politiques au gouvernement et au parlement qui ont produit la stratégie énergétique 2050, le projet porté par le «oui» repose sur les mêmes fondements idéologiques que celui porté par le «non». Le «non» est 100% toxique mais le «oui» n'est, ni exempt de dangers nouveaux, ni à l'abri de futures dérives. Il est nécessaire pour la vie et notre liberté, de ne pas perdre de vue qu'aucune de ces deux stratégies basées sur la croissance et le profit ne sont à terme viables. Et qu'il va falloir faire beaucoup plus en matière de démocratie et souveraineté économique réels que juste des énergies renouvelables nécessaires mais pas suffisantes. A savoir : du décentralisé, low-tech, sans intermédiaires tirant profit du contrôle de l'accès et de monopoles techniques, et hors croissance.

Une pensée d'Albert Einstein est ici pertinente pour illustrer le problème qui se pose à notre pays, comme à toute l'humanité :

"Il est impossible de résoudre un problème avec les concepts qui l'ont créé"

#### Arguments contre le «non»

- Ne présente aucune feuille de route, ne fait que promouvoir un statut-quo intenable
- Fait du catastrophisme, que la situation dément (centrales nucléaires arrêtées et pas de pénurie, au Japon également)
- Est pour conserver la dépendance de la Suisse envers des ressources à l'étranger
- Ne vise pas à créer du travail local, mais à faire du profit sur ces ressources (gaz, pétrole, électricité charbon, nucléaire etc.)
- Met la population sous le risque d'un accident industriel majeur et ingérable (ne sort pas du nucléaire)
- Ne veut pas protéger les paysages. Sa déclaration en ce sens est un mensonge : les mêmes milieux ont mené une initiative pour limiter le droit de recours des associations de défense de l'environnement (heureusement refusée)
- Aggrave des problématiques énergétiques non résolues depuis des décennies (déchets nucléaires)
- Continue à promouvoir des énergies qui mettent en danger la vie humaine sur la planète (dégradation climatique et environnementale, problèmes sanitaires, scandale des moteurs diesel, etc.)
- Ne veut pas réduire les consommations électriques et autres et donc rend impossible le passage aux énergies renouvelables à un coût et impact soutenable pour le pays



- Est pour la production centralisée (grosses unités de production, entraîne fatalement des consommateurs captifs)
- Est monopolistique (distribution par grands réseaux, contrôle de l'accès, consommateurs captifs)
- Ponctionne de l'argent public pour des intérêts au moins en partie privés (nucléaire, fossile etc. pas d'assurance responsabilité civile suffisante pour le nucléaire)
- Croit en une croissance indéfinie dans un système fermé, ce qui est impossible de par les lois de la physique

#### Arguments pour le «non»

- Aucuns. La soi-disant protection des paysages a été traitée ci-dessus et les arguments financiers (payer plus) et de confort (douche soi-disant froide, etc.) ne sont pas sérieux en regard d'un changement nécessaire pour notre avenir et celui de nos enfants.

#### Arguments pour le «oui»

- Présente une feuille de route pour sortir d'un statut-quo intenable
- Est pour diminuer la dépendance de la Suisse envers des ressources à l'étranger
- Est pour plus de sécurité de la population (veut sortir du nucléaire)
- N'aggrave pas les problématiques énergétiques non résolues depuis des décennies
- Essaie de sortir des énergies qui mettent en danger la vie humaine sur la planète
- Est pour la production décentralisée
- Veut diminuer les consommations électriques et autres et donc rend d'avantage possible le passage aux énergies renouvelables à des coûts et impacts soutenables pour le pays

#### Arguments discutables pour le «oui»

- Déclare créer du travail local, mais recours à la mondialisation néolibérale et l'automatisation destructrice d'emplois (panneaux PV chinois, éoliennes danoises, usines automatisées, jobs précaires pour installer etc)
- Inconnues quant au droit de recours des associations liées à la modification de l'article 83,w de loi du 17 juin sur le Tribunal Fédéral

#### Argument contre le «oui»

- Reste monopolistique (distribution par grands réseaux, contrôle de l'accès, consommateurs captifs)
- Est potentiellement liberticide (surveillance via compteurs "intelligents", profilage de la vie privée, puces RFID partout etc.)
- Génère de nouvelles pressions sur de nouvelles ressources, de nouveaux productivismes et de nouvelles pollutions
- Continue à ponctionner de l'argent public pour des intérêts au moins en partie privés (perfusion des grands réseaux, subventions à Alpiq, peu de soutiens pour l'écologie d'en bas, etc.)
- Continue à croire en la croissance indéfinie dans un système fermé, ce qui est impossible de par les lois de la physique

Quel que soit le résultat de la votation, les raisons ci-dessus n'auront rien perdu de leur pertinence.

Fait le 17 mai 2017, pour l'histoire  
Le comité de Sebasol